



Municipales :

LETTRE DU BUREAU POLITIQUE DU PCML AU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

Le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste vient de procéder à un examen approfondi de la préparation des élections municipales.

Conformément à ce que nos représentants respectifs avaient convenu le 22 septembre, nos organismes régionaux et locaux ont pris contact avec les vôtres, afin d'examiner le contenu des programmes municipaux et des listes d'union de toutes les composantes de la gauche, permettant de réunir les meilleures conditions pour battre la droite et agir pour de véritables changements en faveur des travailleurs.

Il en ressort une attitude générale de domination et d'hégémonie de la part du Parti socialiste, qui va de la volonté de marginalisation des organisations qui, comme le PCML, représentent un courant réel du mouvement ouvrier et populaire, même si jusqu'ici faible sur le terrain électoral, au refus de rencontre entre nos organisations, comme à Paris.

Le Comité directeur du Parti socialiste du 21 novembre vient de proposer un accord national aux autres formations de gauche. Mais, d'une part, il apparaît que la recherche de cet accord se limite dans votre esprit au PCF, au MRG et au PSU. D'autre part, la résolution propose de la situer dans le cadre de la « *solidarité active, concrète, partout, y compris dans les entreprises, pour appliquer la politique gouvernementale* ».

De telles dispositions sont contradictoires avec les prises de position antérieures du Parti socialiste. Par exemple, Jean Poperen déclarait fin juillet à l'Assemblée nationale : « *Il existe de très petits courants politiques, que je ne méprise pas, que je ne veux pas ignorer, et qui ont leur place dans la vie politique du pays. Mais pourquoi ne pas faire en sorte qu'ils soient déjà présents sur un certain nombre de listes de regroupement dès le premier tour.* » Et il ajoutait : « *Je m'adresse aux mouvements qui ne sont pas représentés dans cette assemblée, mais qui sont présents au sein de la gauche et qui veulent l'union au premier tour, ce qui écarte toute difficulté.* »

Votre attitude actuelle est préjudiciable à l'efficacité de l'ensemble de la gauche face à la droite, car cette efficacité repose sur le rassemblement sans exclusive dès le premier tour de toutes les composantes du mouvement ouvrier et populaire sur des programmes municipaux répondant aux aspirations ouvrières et populaires, tant pour améliorer les conditions de vie que pour favoriser l'intervention des travailleurs dans la vie municipale et pour développer la démocratie.

Le Bureau politique du PCML
le 30 novembre 1982

XV^e CONGRES DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Dix-huit mois après l'arrivée de la gauche au pouvoir, le XV^e Congrès du Syndicat de la Magistrature ne pouvait manquer de dresser le bilan de l'action du gouvernement.

Bilan nuancé qui, au-delà de « l'immense travail effectué » (« *La France est redevenue l'un des pays les plus démocratiques de l'Europe des dix en regard de sa législation et de ses institutions dans le domaine des libertés.* »), soulignait les limites, voire les dérives qui se sont produites au lendemain des cantonales (« *principalement au ministère de l'Intérieur* »).

Sur la base d'un tel bilan, le SM, « *force de propositions, force de négociation* » et aussi « *force de critiques* », a réaffirmé sa fonction syndicale. Il veut agir et s'organiser pour que « *la concrétisation des droits reconnus par le Parlement se réalise dans le sens favorable aux vœux du législateur* » et en même temps pour continuer à « *peser sur les choix* », pour « *les réformes de structures dont la société française a besoin* ».

Le garde des Sceaux invité (ainsi d'ailleurs que Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, et Catherine Lalumière, ministre de la Consommation) a présenté son propre bilan de ces dix-huit mois. On en a abondamment souligné, selon les cas, le courage autocritique ou, plus souvent, la profonde amertume et les accents dramatiques.

A ses reproches de ne pas l'avoir soutenu, le SM répondait par une critique de l'attitude du garde des Sceaux qui, « *de même que le gouvernement au plus haut niveau tente désespérément de s'attirer les bonnes grâces du patronat (...), continue à rechercher un impossible* »

suite au verso

UNE DÉLÉGATION DU PCML EN CHINE du 22 au 31 décembre

A l'invitation du Comité central du Parti communiste chinois, une délégation du Parti communiste marxiste-léniniste se rendra en Chine du 22 au 31 décembre prochain.

Cette délégation sera composée de Jacques Jurquet, Pierre Bauby, membres du Secrétariat politique, et Alain Castan, membre du Bureau politique du PCML.

• A l'occasion de la Journée internationale de la Palestine, l'ASFA, l'AMFP, France-Palestine et d'autres organisations ont organisé un meeting de solidarité avec le peuple palestinien à Paris, salle de la Mutualité. Le PCML a appelé à ce meeting et a envoyé un message indiquant notamment : « *La condition impérative d'une paix durable et juste au Moyen-Orient reste plus que jamais la reconnaissance dans les faits des droits du peuple palestinien à recouvrer sa patrie et à édifier son Etat. C'est pourquoi, le PCML se prononce pour que la France prenne les initiatives nécessaires dans ce but, ce qui passe, en particulier, par la reconnaissance officielle et sans condition du représentant unique et légitime du peuple palestinien, l'OLP et par la réception officielle de Yasser Arafat à Paris.* »

• Le 25 novembre, à Marseille, un meeting de solidarité avec le peuple palestinien a rassemblé plusieurs centaines de personnes; notre parti a été associé à cette initiative avec France-Palestine, AMFP, ASEC, Association des travailleurs marocains en France, CIMADE, UNEM, LCR... et d'autres organisations.

• Pierre Bauby, Camille Granot, Jacques Jurquet, membres du Secrétariat politique du PCML, ont signé la pétition « *La France doit reconnaître l'OLP* » parue dans *Le Monde* du 26 novembre. (Comité pour la reconnaissance de l'OLP - CNP (CR-OLP) BP146, 75263 Paris cedex 06).

• Pierre Bauby, membre du Secrétariat politique du PCML, a envoyé un message au Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie à l'occasion de la Fête nationale de Yougoslavie

• Au sommaire de *Travailleurs* de décembre (sorti depuis le 29 novembre - prix 5,00F) : Les enjeux des municipales à Marseille; CNPF; l'emploi en Languedoc-Roussillon avec l'interview de Raymond Genyes, secrétaire départemental Construction CGT; le mouvement « consommateur » (UFC, INDECOSA-CGT avec l'interview de sa secrétaire générale Hélène Mabile); Brejnev, 18 ans au service de la paix ou de l'expansion?; Turquie; Pologne; la vie dans les campagnes chinoises; Parlons-ensemble de la politique économique de la gauche; des livres pour les fêtes.

Un dossier de *Travailleurs* tiré à part (3,00F) sera bientôt disponible :

« *Nouvelles technologies, redéploiement impérialiste, une nouvelle classe ouvrière?* »

ABONNEMENTS SPÉCIAL FETES

A l'occasion des fêtes de fin d'année, *PCML-Flash* et *Travailleurs* offrent des abonnements « spécial-fêtes » à leurs lecteurs et amis. **Attention : ces tarifs ne sont valables que du 1^{er} décembre au 15 janvier.**

Abonnement simple *PCML-Flash* : 50 F (au lieu de 60 F)

Abonnement groupé *PCML-Flash* et *Travailleurs* : 120 F (au lieu de 150 F)

Préciser « *abonnement spécial-fêtes* » et envoyer à *Presse d'Aujourd'hui* BP90 75962 Paris cedex 20.

consensus dans une institution largement orientée à droite (...), confie la responsabilité des commissions aux hiérarques parmi les plus autoritaires... ». Et de souligner que cette hiérarchie, « après avoir, au début de l'été 1981, craint le pire, et un moment courbé silencieusement l'échine, est à nouveau, comme par le passé, sûre d'elle et dominatrice ».

Chacun constatant que l'opinion reste largement imprégnée de l'idéologie sécuritaire (fait qualifié de catastrophique par Robert Badinter) ou que les prisons continuent à se remplir malgré les circulaires sur les peines de substitutions (mais, dit le SM, « *elles suffisent d'autant moins qu'elles sont adressées à un corps judiciaire qui traîne des pieds, quand il ne sabote pas délibérément...* »), le SM affirme que « *le policier et le judiciaire ne suffisent pas* ». Daniel Lecrubier rappelait dimanche que le problème de l'articulation avec l'extérieur avait été l'axe du Congrès. « *Contrôle de l'institution, « transparence » : ce sont des thèmes chers à ce syndicat. Il est clair qu'il faudra encore beaucoup pour démocratiser l'institution au plan interne et amener les forces extérieures à peser sur elle (associations, syndicats, etc.)* ».

IL FAUT LIBERER MARGARITA BAEZ

Il y a quelques semaines, nous avons publié un appel pour la libération de Margarita Baez, militante populaire pour l'indépendance et la démocratie au Paraguay (*PCML-Flash* n°9 - 14 octobre 1982).

Les démarches effectuées dans notre pays ont permis des interventions : de la présidence de la République et du ministère des Relations extérieures, d'Amnesty international et de sa section française, de la Ligue des droits de l'homme et d'autres associations (Peuples en marche, ...). Par ailleurs, les commissions des droits de l'homme de l'ONU, du Parlement européen, de l'Assemblée nationale et du Sénat ont été saisies. Le Parti socialiste est également intervenu.

Il est nécessaire de continuer cette campagne pour faire libérer Margarita Baez. A cet effet des pétitions à faire signer très largement sont disponibles et à retourner rapidement à :

M. Loubignac - BP22
94802 Villejuif Cedex

En bref... En bref... En bref... En bref...

NOUVELLES RESTRICTIONS SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES

François Mitterrand avait promis d'augmenter les allocations familiales de 50% en deux étapes. Le 1^{er} juillet 1981, une revalorisation de 25% intervenait, soit à peine plus de 10%, si l'on tient compte de la hausse des prix de 1980 à 1981. Le 1^{er} juillet 1982, avec le blocage des salaires et des prix, la hausse n'était que de 6,2%, soit 8% de moins que la hausse des prix, promesse était faite de rattraper au 1^{er} janvier 1983. Mais le gouvernement vient de décider de laisser bloquées les allocations prénatales et postnatales et de réduire de 50% la majoration pour le troisième enfant. Ce sont les familles populaires qui subiront le plus ces restrictions.

MANOEUVRES FRANÇAISES AU SÉNÉGAL

1 500 hommes des « Forces d'assistance rapide », le porte-avions Foch, des avions de combat, un escadron de chars participent du 25 novembre au 4 décembre à des manœuvres autour de Dakar au Sénégal. L'armée française reste présente en Afrique. Les accords militaires passés du temps de Giscard visaient avant tout à défendre les intérêts impérialistes français, économiques et financiers, et à maintenir certains pays africains dans la zone d'influence française. Même si, depuis, certains accords ont été renégo-ciés, les manœuvres en cours montrent que leur orientation n'a pas fondamentalement changé.